



Fonds pour l'environnement mondial

Résumé du document GEF/C.33/5

Programme de microfinancements : Suite donnée à l'évaluation conjointe de 2007

Décision recommandée au Conseil

Ayant examiné le document GEF/C.33/5 intitulé *Programme de microfinancements : Suite donnée à l'évaluation conjointe de 2007*, le Conseil rend hommage au comité directeur du Programme pour les propositions présentées dans le rapport.

Le Conseil souscrit à la proposition qui vise à augmenter de 3,817 millions de dollars les fonds consacrés aux coûts de gestion pour financer rapidement la préparation de 23 nouveaux programmes nationaux rattachés au Programme, ce montant provenant d'une réaffectation des ressources déjà approuvées pour les microfinancements.

Le Conseil approuve les autres propositions présentées dans le rapport et prie instamment le comité directeur du Programme et le PNUD de les traduire dans les faits.

S'agissant des nouvelles modalités d'exécution susceptibles de s'appliquer au Programme de microfinancements pendant FEM-5, le Conseil charge le comité directeur du Programme de travailler en consultation avec tous les autres acteurs concernés pour préparer des propositions détaillées et les soumettre à son examen en juin 2009.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

1. À sa réunion de novembre 2007, le Conseil a examiné le document GEF/ME/C.32/2 intitulé *Évaluation conjointe du Programme de microfinancements* et a demandé au comité directeur du Programme de mettre en œuvre six recommandations et de soumettre les résultats de ce travail à sa décision en avril 2008.
2. Le rapport préparé passe successivement en revue les six recommandations du Conseil.
3. S'agissant de la détermination du niveau des coûts de gestion en fonction des services dispensés et de l'efficacité par rapport à leur coût plutôt que par l'application d'un pourcentage prédéterminé, le rapport fait un historique de la question, présente les coûts prévus au niveau mondial et national dans le scénario actuel et demande une augmentation de 3,817 millions de dollars des fonds consacrés à ces coûts pour financer rapidement la préparation de 23 nouveaux programmes nationaux rattachés au Programme, ce montant provenant d'une réaffectation des

ressources déjà approuvées pour ses microfinancements. Il propose également que le financement des activités liées aux transferts de connaissances ne soit pas considéré comme un coût administratif et qu'il soit plafonné à 5 % du portefeuille du pays.

4. S'agissant du processus à engager pour modifier le système de gestion centralisée du Programme de microfinancements, l'adapter à la nouvelle phase de croissance et tenir compte des risques liés à une complexité croissante, le rapport précise que toute modification profonde ou structurelle du système en place ne pourra pas intervenir avant FEM-5, mais que certains ajustements peuvent être apportés à différents niveaux pendant FEM-4.

5. S'agissant du renforcement du contrôle des programmes nationaux, l'application des Normes fiduciaires minimales recommandées permettra de prendre en compte beaucoup des préoccupations actuelles. En outre, le rapport recommande d'augmenter le nombre d'audits, et de leur suivi, de contrôler de plus près les coordonnateurs nationaux par l'évaluation de leurs résultats et de ne pas autoriser de microfinancements pour les ONG ayant des membres qui siègent au comité directeur national.

6. S'agissant de l'intensification du développement des activités de suivi-évaluation, il est nécessaire de renforcer les capacités en matière de conception de projets comme de gestion financière au profit des populations pauvres, des peuples autochtones et des groupes vivant dans des régions isolées. Le coût de ces activités sera également plafonné à 5 % du portefeuille du pays. D'autres mesures seront également prises au niveau national et mondial, à commencer par l'établissement d'un compte rendu annuel du déroulement des programmes nationaux, qui sera présenté au Secrétariat pour qu'il l'intègre au rapport de suivi annuel du FEM.

7. S'agissant de la révision des critères en vigueur pour l'accès aux ressources du FEM, le rapport propose que le Programme de microfinancements puisse faire partie des programmes et projets stratégiques de l'institution et que les pays tributaires d'une allocation limitée dans le cadre du DAR (5 millions de dollars ou moins) bénéficient de la souplesse nécessaire pour avoir un accès préférentiel à des ressources de base plus conséquentes.

8. S'agissant de la politique de reclassement des bénéficiaires, le rapport expose sommairement les risques que ce reclassement comporte et les critères qui pourraient lui être appliqués. Il recommande la préparation d'un document et la consultation de tous les acteurs concernés pour avancer sur cette question en toute connaissance de cause. La politique de reclassement commencera à s'appliquer à la fin de FEM-4.

9. Enfin, le rapport envisage les solutions possibles pour les nouvelles modalités d'exécution susceptibles de s'appliquer au Programme de microfinancements pendant FEM-5.